



Le Président

RÉGION NORMANDIE

Conseil Régional

Réunion du 12 décembre 2022

09h00, à Rouen

Sous la présidence de Monsieur MORIN
Président de la Région Normandie

DELIBERATION

Objectif stratégique	Pour un développement équilibré et durable des territoires normands
Mission	Aménager et assurer la compétitivité des territoires
Programme	P131 - Accompagner le développement des territoires
Titre	NOUVEAU DISPOSITIF D'AIDE EN FAVEUR DE LA REVITALISATION DES CENTRES-VILLES ET CENTRES-BOURGS : AIDE AUX COMMERCE DES TERRITOIRES "ACTE"

Présents :

Geneviève AUGÉ, Gisèle BAKI, Benoît BALSAN, Julie BARENTON-GUILLAS, Thibaut BEAUTE, Véronique BEREGOVOY, Jean-François BLOC, Augustin BŒUF, Laurent BONNATERRE, Yves BONNET, Mélanie BOULANGER, Matthieu BRASSE, Virginie CAROLO-LUTROT, Philippe CHAPRON, Malika CHERRIERE, Marie-Noëlle CHEVALIER, Brigitte CHOQUET, Hubert DEJEAN DE LA BATIE, Jean DELALANDRE, Ludovic DELESQUE, Bertrand DENIAUD, Gilles DETERVILLE, Robin DEVOGELAERE, Guy DOSSANG, Clotilde EUDIER, Angélique FERREIRA, David FONTAINE, Eve FROGER, Jean-Baptiste GASTINNE, Claire-Emmanuelle GAUER, Sophie GAUGAIN, Patrick GOMONT, Sabrina GOULAY, Catherine GOURNEY-LECONTE, Sylvie GRENIER, Sophia HABIBI NOORI, Jonas HADDAD, Pierre-Emmanuel HAUTOT, Guillaume HEDOUIN, Chantal HENRY, Eric HERBET, Pascal HOUBRON, Timothée HOUSSIN, Antoine JEAN, Claire JOLIVET-SERVANT, Quentin LAGALLARDE, Lynda LAHALLE, Valérie LAISNEY, Vanessa LANCELOT, Xavier LEFRANÇOIS, Guy LEFRAND, Sylvain LETOUZE, Thierry LIGER, Aline LOUISY-LOUIS, Laetitia MALHERBE, David MARGUERITTE, Pascal MARIE, Laurent MARTING, Hervé MAUREY, Florence MAZIER, Catherine MEUNIER, Marc MILLET, Catherine MORIN-DESAILLY, Hervé MORIN, Guillaume PENNELLE, Alexandra PIEL, Olivier PJANIC, Nathalie PORTE, Bastien RECHER, Cécile REMY-BASTIT, Aminthe RENOUF, Claire ROUSSEAU, Jean-Philippe ROY, Marianne ROZET, Laetitia SANCHEZ, Martine SEGUELA, Rodolphe THOMAS, Serge TOUGARD, Emmanuelle TREMEL, Timour VEYRI, Pierre VOGT

Excusés et pouvoirs :

Nicolas BAY (pouvoir à Alexandra PIEL), Laurent BEAUVAIS (pouvoir à Mélanie BOULANGER), Sophie DE GIBON (pouvoir à Sophie GAUGAIN), Edouard DE LAMAZE (pouvoir à Patrick GOMONT), Naoual GUERY (pouvoir à Jean DELALANDRE), Marie-Françoise KURDZIEL (pouvoir à Guillaume PENNELLE), Rudy L'ORPHELIN (pouvoir à Geneviève AUGÉ), Marie LE VERN (pouvoir à Gilles DETERVILLE), Agnès LALOÏ (pouvoir à Jean-François BLOC), Bénédicte MARTIN (pouvoir à Laetitia SANCHEZ), Stéphanie MAUBE (pouvoir à David MARGUERITTE), Paul MILLIEZ (pouvoir à Lynda LAHALLE), Oumou NIANG-FOUQUET, Aristide OLIVIER (pouvoir à Marc MILLET), Cédric NOUVELOT (pouvoir à Aminthe RENOUF), Hafidah OUADAH (pouvoir à Nathalie PORTE), François OUZILLEAU (pouvoir à Laurent BONNATERRE), François-Xavier PRIOLLAUD (pouvoir à Bertrand DENIAUD), Marie-Hélène ROUX (pouvoir à Jonas HADDAD), Anaïs THOMAS (pouvoir à Jean-Philippe ROY), Stéphanie YON- COURTIN (pouvoir à Angélique FERREIRA)

Vu les articles L 4211-1 et L 4221-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération n° AP D 21-07-13 du Conseil Régional en date du 19 juillet 2021 adoptant le Règlement Budgétaire et Financier de la Région,

Vu la délibération n° AP D 21-12-11 du Conseil Régional en date du 13 décembre 2021 adoptant le Budget Primitif 2022 du Budget principal, le Conseil Economique, Social et Environnemental Régional consulté,

Vu la délibération n° CP D 22-06-1 de la Commission Permanente en date du 13 juin 2022, modifiant le règlement des subventions régionales et les modèles de conventions génériques,

Vu la délibération n° AP D 22-06-14 du Conseil Régional en date du 20 juin 2022 adoptant le Budget Supplémentaire 2022 du Budget Principal, le Conseil Economique, Social et Environnemental Régional consulté,

Vu la délibération n° AP D 22-06-17 du Conseil Régional en date du 20 juin 2022 adoptant la nouvelle politique contractuelle en faveur des territoires pour la période 2023-2027,

Vu la délibération n° AP D 22-10-12 du Conseil Régional en date du 17 octobre 2022 adoptant la Décision Modificative n°1 du Budget Principal 2022, le Conseil Economique, Social et Environnemental Régional consulté.

Considérant

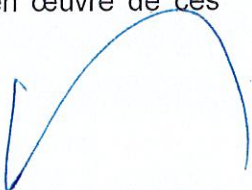
- La poursuite de l'engagement régional important en faveur des territoires au travers d'une nouvelle génération de contrats de territoire pour la période 2023-2027 ;
- L'objectif de renforcement de l'attractivité normande et de revitalisation des centres-bourgs et centres-villes, visant notamment à favoriser le maintien et la modernisation des commerces dans les centralités, en particulier les secteurs ruraux où ceux-ci jouent un rôle économique et social majeur ;
- L'opportunité d'accentuer le soutien de la Région en faveur de la revitalisation de ces centres en développant une aide en faveur du maintien et du renforcement du commerce et de l'artisanat, s'inspirant du concours régional apporté, dans le cadre des contrats de territoires 2017-2022, aux opérations collectives de modernisation (OCM) portées par certains territoires normands ;
- La complémentarité de ce nouveau dispositif avec les outils et aides régionales et de l'AD Normandie, notamment Impulsion proximité, Ici je monte ma boîte, la prime « Start Coup de pouce », FEADER-Leader, le dispositif « renforcement de l'offre locative dans les centres », la Foncière de Normandie ;

- La mobilisation de ce dispositif, dans le cadre des contrats de territoire 2023-2027, pour soutenir des programmes locaux d'intervention engagés par des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) ou par des pôles d'équilibres territoriaux et ruraux (PETR) destinés à aider les entreprises ou des communes à réaliser des investissements de modernisation de leurs commerces ;
- En cohérence avec les principes de la politique contractuelle 2023-2027, notamment la volonté de soutenir plus fortement les projets des territoires dotés d'une plus faible capacité à investir, la proposition d'une intervention régionale différenciée en fonction du potentiel fiscal des EPCI ;
- Le financement des aides apportées dans le cadre du dispositif ACTe sur la part du Fonds Régional d'Aménagement et de Développement du Territoire (200 M€) de l'enveloppe de 360 M€ destinée aux contrats et arrêtée par l'Assemblée plénière du 20 juin dernier pour la politique territoriale contractuelle 2023-2027, ce qui n'engage pas l'ouverture d'un financement supplémentaire.

Après en avoir délibéré,

Décide, à l'unanimité des voix,

- D'adopter le dispositif joint en annexe et son entrée en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2023 ;
- D'autoriser le Président à signer tous les actes utiles à la mise en œuvre de ces décisions.



Hervé MORIN


Acte rendu exécutoire le :	22 DEC. 2022
après réception Préfecture le :	21 DEC. 2022
Référence technique :	
et Affichage le :	22 DEC. 2022

Dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cette délibération est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Caen. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télérecours citoyens, accessible par le site www.telerecours.fr

Pour le Président de la Région Normandie et par délégation,
La Directrice des Marchés, Assemblées et Juridique
Certifié exécutoire le

22 DEC. 2022

Valérie GRILLET-CARABAJAL

 RÉGION NORMANDIE	Code du dispositif : OS.4 - M.1 - D					
	Objectif stratégique : Pour un développement équilibré et durable des territoires normands					
	Mission : Aménager et assurer la compétitivité des territoires					
	Intitulé de l'aide : Revitalisation des centres : Aide aux Commerces des Territoires « ACTe »					
Schémas, documents-cadres, cofinancements :	Type d'aide :					
	<input type="checkbox"/> CPER <input type="checkbox"/> FEDER	<input type="checkbox"/> CPIER <input type="checkbox"/> FSE +	<input type="checkbox"/> SRADDET <input type="checkbox"/> FEADER	<input checked="" type="checkbox"/> Contrats de territoire 2023-2027 <input type="checkbox"/> FEAMPA	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>

CONTEXTE / INTRODUCTION *(constats préalables à la création du dispositif)*

Les trois orientations suivantes ont été arrêtées par l'assemblée plénière du 20 juin 2022 pour guider la politique territoriale contractuelle avec les territoires 2023-2027 :

- Renforcer l'attractivité normande, au travers de son développement économique et de l'amélioration du cadre de vie, tout en accompagnant et en accélérant les transitions écologique, énergétique, climatique et numérique du territoire ;
- Conforter les centralités normandes pour favoriser leur attractivité ;
- Poursuivre l'amélioration de l'offre de services aux normands au travers du développement d'un maillage adapté, notamment en zone rurale.

Ambition transversale à ces trois axes, le soutien au tissu artisanal et commercial de proximité est une priorité régionale réaffirmée pour la période de contractualisation qui s'ouvre.

Cet engagement s'inscrit également dans le cadre du déploiement du programme national « Petites villes de demain » (2020-2026), dont la Région est partenaire.

OBJECTIFS

- Dans un objectif de renforcement de l'attractivité normande et de revitalisation des centres-bourgs et centres-villes, favoriser le maintien et la modernisation de l'appareil commercial dans les centralités, en particulier les secteurs ruraux où le commerce joue un rôle économique et social majeur ;
- Compléter l'action régionale en faveur de l'artisanat et du commerce.

Ce dispositif s'inscrit en complémentarité avec les outils et aides régionales existants (Impulsion proximité, ma prime « Start Coup de pouce », Leader, dispositif « renforcement de l'offre locative dans les centres », Foncière de Normandie, FRADT, ...).

INDICATEURS DE SUIVI-ÉVALUATION

REALISATION (<i>minimum : 1</i>)	RESULTAT (<i>minimum : 1</i>)	CONTEXTE (<i>minimum : 1</i>)
nombre d'EPCI ou accompagnés sur la période contractuelle	nombre de commerces aidés sur la période contractuelle	

BÉNÉFICIAIRES DE L'AIDE

Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI), Pays, ou Pôles d'Equilibre Territorial et Rural (PETR), engagés dans des programmes locaux d'intervention destinés à aider les entreprises ou communes à réaliser des investissements de modernisation de leurs commerces.

L'aide sera obligatoirement inscrite dans le contrat de territoire 2023-2027 du bénéficiaire.

CARACTÉRISTIQUES DE L'AIDE ET CRITÈRES D'ÉLIGIBILITÉ

MODALITES DE L'AIDE REGIONALE AUX PROGRAMMES LOCAUX D'INTERVENTION

- Aide régionale versée au bénéficiaire pour alimenter un fonds d'intervention destiné au soutien d'entreprises ou de communes souhaitant réaliser des investissements de modernisation de leurs commerces ;
- **Aide régionale calculée exclusivement sur la partie Investissement du programme**, participations des éventuels cofinanceurs et des entreprises incluses ;
- **Programmes d'une durée minimale de 3 ans**, pouvant être prolongés (discussion lors des révisions des contrats de territoire 2023-2027) ;
- **Intervention différenciée dépendant du potentiel fiscal de l'intercommunalité (liste jointe en annexe 1), avec un maximum de subvention régionale fixé à 400 000 € par EPCI pour 3 ans :**
 - Aide doublée par rapport à la participation de l'EPCI (« 2 pour 1 ») pour les intercommunalités à potentiel fiscal égal ou supérieur à la moyenne de leur catégorie (villes moyennes, territoires plus ruraux) ;
 - Aide quadruplée par rapport à la participation de l'EPCI (« 4 pour 1 ») pour les intercommunalités à potentiel fiscal inférieur à la moyenne de leur catégorie (villes moyennes, territoires plus ruraux) ;
- Les bénéficiaires de l'aide régionale (EPCI ou PETR) devront s'assurer, préalablement au financement, que l'octroi des subventions n'introduit pas de distorsion de concurrence sur la zone de chalandise, ainsi que du respect du règlement (UE) n°1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif aux aides de minimis ;
- Les règlements d'attributions sont établis par le bénéficiaire.
L'aide régionale devra être mobilisée conformément aux modalités d'accompagnement ci-dessous.

FONDS D'INTERVENTION : CRITERES D'ATTRIBUTION DE L'AIDE REGIONALE AUX DESTINATAIRES FINAUX (ENTREPRISES ET COMMUNES)

Destinataires finaux des aides (entreprises/communes) :

Sont éligibles les commerces suivants :

- Commerce sédentaire installé dans le centre d'une commune de moins de 100 000 habitants ;
- Artisanat indépendant assimilé au commerce de proximité et comprenant nécessairement une devanture commerciale (boulangers, bouchers, coiffeurs, cordonniers, pressings, etc..), installé dans le centre d'une commune de moins de 100 000 habitants ;

Ne sont pas éligibles les secteurs d'activité suivants :

commerces non sédentaires ou éphémères, les professions libérales, le secteur médical et paramédical (y compris les pharmacies, les taxis ambulanciers), les agences prestataires de service auto-écoles, agences immobilières, de voyage ...), les activités de service à la personne (portage de repas, ménage ...), les activités financières (banques, assurances...), le commerce de gros, les succursales et locaux de commerces essentiellement basés sur la livraison (dark stores), les laveries automatiques.

Critères pour bénéficier des aides accordées :

- Être installé dans un centre commerçant ou un secteur de redynamisation commerciale (hors galeries commerciales),
- 2 aides maximum par destinataire final sur la durée du programme local d'intervention
Les aides ne pourront pas être fléchées sur les mêmes dépenses.
- S'engager dans une démarche vertueuse en matière environnementale et de gestion des énergies (sobriété énergétique, matériaux de qualité, maîtrise des fluides).

o **Pour les entreprises :**

- Être une entreprise installée sur le territoire de l'EPCI/PETR porteur du programme local d'intervention,
- Présenter une antériorité d'exercice d'au moins 3 ans (3 bilans comptables),
- Être inscrit au registre du commerce et des sociétés et/ou registre des métiers,
- Avoir un chiffre d'affaires inférieur à 1 M€ HT -bilan minimum 1 an à présenter- et dont la surface de vente est inférieure à 400 m²,
- Avoir principalement pour clients des consommateurs finaux (particuliers),
- Présenter une situation financière saine et étant à jour de leurs cotisations fiscales et sociales.

o **Pour les communes :**

- Sont éligibles les communes rurales normandes de moins de 5000 habitants appartenant aux catégories de communes suivantes définies par l'INSEE :
 - o Les communes rurales autonomes peu denses,
 - o Les communes rurales autonomes très peu denses,
 - o Les communes rurales sous faible influence d'un pôle.

Dépenses éligibles (liste non exhaustive) :

- La modernisation des locaux d'activité et le renouvellement d'équipements professionnels, dans un but de soutien ou de développement des activités, de maîtrise de l'énergie et d'élargissement de l'usage numérique,
 - Les opérations limitées au développement du numérique seront prioritairement fléchées vers les dispositifs ad hoc,
 - La rénovation des vitrines et enseignes,
 - La sécurisation et l'accessibilité à tous les publics,
 - L'aménagement des véhicules de tournée (hors coût d'acquisition),
- Les dépenses éligibles doivent s'inscrire dans le cadre d'un programme local d'intervention prévu dans un contrat de territoire 2023-2027.

Ne sont pas éligibles :

Acquisition, construction et extension de locaux, dépenses déjà retenues dans le cadre du dispositif d'aide régional à la création/reprise « coup de pouce », travaux relatifs aux logements des exploitants, dépenses courantes ou de simple renouvellement de matériel, investissements immatériels (sauf ceux liés au processus de production), auto-construction (matériaux et main d'œuvre), achat de fonds de commerce reprises de bail ou de pas-de-porte, dépenses directement liées à la demande d'un franchiseur, parkings, distributeurs automatiques, investissements financés par crédit-bail ou SCI.

Cumul des aides au sein d'un même programme :

- L'aide régionale est cumulable avec le prêt d'Impulsion Proximité (dispositif de l'AD Normandie), sauf avec la partie subvention de ce dispositif ;
- L'aide régionale n'est pas cumulable avec d'autres dispositifs régionaux

MODALITÉS D'INSTRUCTION ET D'ATTRIBUTION

- Dépôt de la demande d'aide par l'EPCI ou le PETR sur l'espace des aides régionales (<https://monespace-aides.normandie.fr/>) sur la base notamment d'une note descriptive du projet, de la délibération afférente au projet autorisant la demande de subvention, d'un plan de financement prévisionnel, d'un relevé d'identité bancaire (R.I.B) et du projet de règlement d'attribution des aides du programme local d'intervention.
- Décision du montant définitif de la subvention par l'instance délibérante, le montant indiqué dans le contrat de territoire étant prévisionnel.
- Modalités de communication attendues de la part des bénéficiaires d'aides régionales, au lien suivant : <https://aides.normandie.fr/communiquer-sur-ma-subvention> et communication obligatoire de l'origine du soutien régional au programme lors de l'attribution et de la notification de l'aide à l'entreprise.

MODALITÉS DE PAIEMENT

L'aide régionale sera versée au prorata des subventions accordées par le comité d'attribution local.
Les demandes de versement devront être détaillées par la précision minimale suivante : nom de l'entreprise ou commune/commerce, montant versé, localisation du commerce en centre-bourg, type de commerce, dépenses subventionnées

Le versement du solde de l'aide régionale est conditionné à la production d'un bilan quantitatif et qualitatif du programme.

Décisions fondatrices : Assemblée plénière du 20 juin 2022

Cadre réglementaire : Règlement (UE) n°1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis.

Contacts :

Direction : Aménagement des Territoires
Service : Vie des Territoires et Contractualisation
Téléphone (secrétariat du service) : 02.35.52.31.24
Mail : contractualisation@normandie.fr

ANNEXE 1 : CLASSEMENT DES EPCI PAR POTENTIEL FISCAL

1. 3 EPCI les plus peuplés

Dép	Libellé EPCI	Population (2018) ¹	Potentiel fiscal/habitant
14	CU CAEN LA MER	268 470	481,92 €
76	METROPOLE ROUEN NORMANDIE	492 681	544,36 €
76	CU DE L'AGGLOMERATION DU HAVRE	268 912	726,79 €

2. 23 EPCI comprenant une ville moyenne

a. 6 EPCI dont le potentiel fiscal est au-dessus de la moyenne (342,11€)

Dép	Libellé EPCI	Population (2018)	Potentiel fiscal/habitant
76	CA CAUX SEINE	77 906	1 018,22 €
76	CA DE LA REGION DIEPPOISE	46 223	391,43 €
50	CA DU COTENTIN	179 484	495,52 €
27	CA EVREUX PORTES DE NORMANDIE	110 023	436,57 €
27	CA SEINE EURE	103 330	740,96 €
27	CA SEINE NORMANDIE AGGLOMERATION	82 564	359,54 €

b. 17 EPCI dont le potentiel fiscal est en-dessous de la moyenne (342,11€)

Dép	Libellé EPCI	Population (2018)	Potentiel fiscal/habitant
14	BAYEUX INTERCOM	29 880	338,92 €
50	CA DE SAINT-LO AGGLO	75 972	259,07 €
76	CA FECAMP CAUX LITTORAL AGGLOMERATION	38 635	225,51 €
14	CA LISIEUX NORMANDIE	73 740	310,68 €
50	CA MONT SAINT-MICHEL NORMANDIE	87 773	254,35 €
61	CC ARGENTAN INTERCOM	33 773	306,23 €

¹ La population municipale comprend les personnes ayant leur résidence habituelle sur le territoire de la commune, dans un logement ou une communauté; détenues dans les établissements pénitentiaires de la commune; les sans-abri recensés sur le territoire de la commune; résidant habituellement dans une habitation mobile recensée sur le territoire de la commune.

Elle ne comprend pas les mineurs dont la résidence familiale est dans une autre commune mais qui résident, du fait de leurs études, dans la commune; les personnes majeures âgées de moins de 25 ans ayant leur résidence familiale sur le territoire de la commune et qui résident dans une autre commune pour leurs études; les personnes ayant une résidence familiale sur le territoire de la commune et résidant dans une communauté d'une autre commune (services de moyen ou de long séjour des établissements publics ou privés de santé, établissements sociaux de moyen ou de long séjour, maisons de retraite, foyers et résidences sociales; communautés religieuses; casernes ou établissements militaires).

50	CC COUTANCES MER ET BOCAGE	47 841	202,22 €
27	CC DE PONT AUDEMER / VAL DE RISLE	32 961	241,47 €
61	CC DES PAYS DE L'AIGLE	25 823	221,19 €
27	CC DU VEXIN NORMAND	32 298	254,60 €
61	CC FLERS AGGLO	53 786	303,68 €
50	CC GRANVILLE, TERRE ET MER	44 276	226,14 €
27	CC INTERCOM BERNAY TERRES DE NORMANDIE	55 048	262,29 €
14	CC INTERCOM DE LA VIRE AU NOIREAU	46 853	303,39 €
14	CC DU PAYS DE FALAISE	27 858	184,23 €
76	CC YVETOT NORMANDIE	26 418	263,91 €
61	CU D'ALENCON	48 172	268,44 €

3. 44 territoires plus ruraux

a. 15 EPCI dont le potentiel fiscal est au-dessus de la moyenne (202,45€)

Dép	Libellé EPCI	Population (2018)	Potentiel fiscal/habitant
28	CA DREUX	10 938	305,09 €
14	CC COEUR COTE FLEURIE	20 677	366,93 €
76	CC COTE D'ALBATRE	27 799	379,43 €
50	CC COTE OUEST CENTRE MANCHE	21 929	212,07 €
50	CC DE LA BAIE DU COTENTIN	23 039	261,99 €
61	CC DES COLLINES DU PERCHE NORMAND	12 317	290,91 €
61	CC DES VALLEES D'AUGE ET DU MERLERAUT	14 554	223,91 €
76	CC DES VILLES SOEURS	22 595	367,95 €
61	CC DOMFRONT TINCHEBRAY INTERCO	15 914	218,49 €
14	CC DU PAYS DE HONFLEUR-BEUZEVILLE	27 283	301,57 €
76	CC FALAISES DU TALOU	23 598	908,91 €
27	CC INTERCO NORMANDIE SUD EURE	38 261	249,17 €
27	CC LYONS ANDELLE	20 778	231,40 €
14	CC NORMANDIE CABOURG PAYS D'AUGE	31 223	227,57 €
14	CC TERRE D'AUGE	19 119	211,48 €

a. 29 EPCI dont le potentiel fiscal est en-dessous de la moyenne (202,45€)

Dép	Libellé EPCI	Population (2018)	Potentiel fiscal/habitant
61	CC ANDAINE-PASSAIS	13 200	198,09 €
76	CC BRAY-EAWY	25 133	104,42 €
14	CC CINGAL-SUISSE NORMANDE	24 381	145,77 €
14	CC COEUR DE NACRE	23 771	200,88 €
61	CC COEUR DU PERCHE	11 372	128,16 €
76	CC DE CAMPAGNE DE CAUX	15 059	117,02 €
76	CC DE CAUX-AUSTREBERTHE	25 183	147,28 €
27	CC DE CONCHES EN OUCHE	18 595	108,96 €
61	CC DE LA VALLEE DE LA HAUTE SARTHE	7 630	102,03 €
50	CC DE VILLEDIEU INTERCOM	15 669	187,58 €
76	CC DES 4 RIVIERES	29 354	138,63 €
61	CC DES HAUTS DU PERCHE	8 220	93,47 €
61	CC DES SOURCES DE L'ORNE	11 971	158,94 €

76	CC DU CANTON DE LONDINIERES	5 255	140,93 €
61	CC DU PAYS DE MORTAGNE	13 670	149,91 €
27	CC DU PAYS DU NEUBOURG	22 495	156,86 €
61	CC DU PAYS FERTOIS ET DU BOCAGE CARROUGIEN	4 964	162,61 €
76	CC INTER-CAUX-VEXIN	55 020	150,14 €
76	CC INTERREGIONALE AUMALE-BLANGY SUR BRESLE	17 119	142,17 €
14	CC ISIGNY-OMAHA INTERCOM	26 680	176,21 €
27	CC LIEUVIN PAYS D'AUGE	20 493	102,07 €
76	CC PLATEAU DE CAUX - DOUDEVILLE - YERVILLE	21 005	96,74 €
14	CC PRE-BOCAGE INTERCOM	24 748	175,35 €
27	CC ROUMOIS SEINE	40 774	144,28 €
14	CC SEULLES TERRE ET MER	17 138	173,10 €
76	CC TERROIR DE CAUX	37 901	168,80 €
61	CC VAL D ORNE	5 684	110,22 €
14	CC VAL ES DUNES	18 334	143,53 €
14	CC VALLEES DE L'ORNE ET DE L'ODON	25 392	126,90 €



Le Président

RÉGION NORMANDIE

Conseil Régional

Réunion du 12 décembre 2022

09h00, à Rouen

Sous la présidence de Monsieur MORIN
Président de la Région Normandie

DELIBERATION

Objectif stratégique	Pour l'attractivité et le rayonnement de la Normandie
Mission	Renforcer l'attractivité et l'ouverture européenne et internationale de la Normandie
Programme	P301 - Optimiser et promouvoir l'utilisation des Fonds Européens
Titre	DISPOSITIF LEADER (LIAISONS ENTRE ACTIONS DE DÉVELOPPEMENT DE L'ECONOMIE RURALE) POUR LA PÉRIODE 2023-2027

Présents :

Geneviève AUGÉ, Gisèle BAKI, Benoît BALSAN, Julie BARENTON-GUILLAS, Nicolas BAY, Thibaut BEAUTE, Véronique BEREGOVY, Jean-François BLOC, Augustin BŒUF, Laurent BONNATERRE, Yves BONNET, Mélanie BOULANGER, Matthieu BRASSE, Virginie CAROLO-LUTROT, Philippe CHAPRON, Malika CHERRIERE, Marie-Noëlle CHEVALIER, Brigitte CHOQUET, Hubert DEJEAN DE LA BATIE, Jean DELALANDRE, Ludovic DELESQUE, Bertrand DENIAUD, Gilles DETERVILLE, Robin DEVOGELAERE, Guy DOSSANG, Clotilde EUDIER, Angélique FERREIRA, David FONTAINE, Eve FROGER, Jean-Baptiste GASTINNE, Claire-Emmanuelle GAUER, Sophie GAUGAIN, Patrick GOMONT, Sabrina GOULAY, Catherine GOURNEY-LECONTE, Sylvie GRENIER, Sophia HABIBI NOORI, Jonas HADDAD, Pierre-Emmanuel HAUTOT, Guillaume HEDOUIN, Chantal HENRY, Eric HERBET, Pascal HOUBRON, Timothée HOUSSIN, Antoine JEAN, Claire JOLIVET-SERVANT, Quentin LAGALLARDE, Lynda LAHALLE, Valérie LAISNEY, Vanessa LANCELOT, Marie LE VERN, Xavier LEFRANCOIS, Guy LEFRAND, Sylvain LETOUZE, Thierry LIGER, Aline LOUISY-LOUIS, Laetitia MALHERBE, David MARGUERITTE, Pascal MARIE, Laurent MARTING, Hervé MAUREY, Florence MAZIER, Catherine MEUNIER, Marc MILLET, Hervé MORIN, Catherine MORIN-DESAILLY, Oumou NIANG-FOUQUET, Guillaume PENNELLE, Alexandra PIEL, Olivier PJANIC, Nathalie PORTE, François-Xavier PRIOLLAUD, Bastien RECHER, Cécile REMY-BASTIT, Aminthe RENOUF, Claire ROUSSEAU, Jean-Philippe ROY, Marianne ROZET, Laetitia SANCHEZ, Martine SEGUELA, Rodolphe THOMAS, Serge TOUGARD, Emmanuelle TREMEL, Timour VEYRI, Pierre VOGT.

Excusés et Pouvoirs :

Laurent BEAUVAIS (pouvoir à Mélanie BOULANGER), Sophie DE GIBON ((pouvoir à Sophie GAUGAIN), Edouard DE LAMAZE (pouvoir à Patrick GOMONT), Naoual GUERY (pouvoir à Jean DELALANDRE), Marie-Françoise KURDZIEL (pouvoir à Guillaume PENNELLE), Agnès LALOI (pouvoir à Jean-François BLOC), Rudy L'ORPHELIN (pouvoir à Geneviève AUGÉ), Bénédicte MARTIN (pouvoir à Laetitia SANCHEZ), Stéphanie MAUBE (pouvoir à David MARGUERITTE), Paul MILLIEZ (pouvoir à Lynda LAHALLE), Cédric NOUVELOT (pouvoir à Aminthe RENOUF), Aristide OLIVIER (pouvoir à Marc MILLET), Hafidah OUADAH (pouvoir à Nathalie PORTE), François OUZILLEAU (pouvoir à Laurent

BONNATERRE), Marie-Hélène ROUX (pouvoir à Jonas HADDAD), Anaïs THOMAS (pouvoir à Jean-Philippe ROY), Stéphanie YON-COURTIN (pouvoir à Angélique FERREIRA).

Vu le règlement (UE, Euratom) 2020/2093 du Conseil du 17 décembre 2020 fixant le cadre financier pluriannuel pour les années 2021 à 2027,

Vu le règlement (UE) 2021/1060 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen plus, au Fonds de cohésion, au Fonds pour une transition juste et au Fonds européen pour les affaires maritimes, la pêche et l'aquaculture, et établissant les règles financières applicables à ces Fonds et au Fonds «Asile, migration et intégration», au Fonds pour la sécurité intérieure et à l'instrument de soutien financier à la gestion des frontières et à la politique des visas,

Vu le règlement (UE) 2021/2115 du Parlement européen et du Conseil du 2 décembre 2021 établissant des règles régissant l'aide aux plans stratégiques devant être établis par les États membres dans le cadre de la politique agricole commune (plans stratégiques relevant de la PAC) et financés par le Fonds européen agricole de garantie (FEAGA) et par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER), et abrogeant les règlements (UE) no 1305/2013 et (UE) no 1307/2013,

Vu le règlement (UE) 2021/2116 du Parlement européen et du Conseil du 2 décembre 2021 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune et abrogeant le règlement (UE) no 1306/2013,

Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 modifiée de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, notamment son article 78,

Vu la loi n°2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'agroalimentaire et la forêt,

Vu l'ordonnance n°2022-68 du 26 janvier 2022 relative à la gestion du Fonds européen agricole pour le développement rural au titre de la programmation débutant en 2023,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le Plan Stratégique National de la PAC 2023-2027 approuvé par la Commission Européenne le 31 août 2022,

Vu la délibération n° AP D 21-07-13 du Conseil Régional en date du 19 juillet 2021 adoptant le Règlement Budgétaire et Financier de la Région,

Vu la délibération n° CP D 21-11-160 de la Commission Permanente en date du 15 novembre 2021 approuvant l'appel à manifestation d'intérêt LEADER,

Vu la délibération n° CP D 22-05-85 de la Commission Permanente en date du 19 mai 2022 approuvant la liste des projets de Groupes d'Action Locale LEADER 2023-2027 et autorisant les 19 structures porteuses ayant répondu à l'Appel à Manifestation d'Intérêt à répondre au futur Appel à Candidatures LEADER 2023-2027,

Vu la délibération n° AP D 22-03-4 du Conseil Régional date du 14 mars 2022 portant sur le projet de maquette du plan stratégique national PAC 2023-2027 et autorisant le Président à solliciter l'Etat en vue d'être autorisé de gestion régionale pour toute la programmation et la gestion des aides prévues à l'article 78 VI de la loi 2014-58,

Vu la délibération n° AP D 22-06-7 du Conseil Régional en date du 20 juin 2022 approuvant le texte de l'Appel à Candidatures LEADER 2023-2027.

Considérant

- la volonté de la Région Normandie de soutenir le développement des territoires ruraux normands, dans une perspective de structuration et d'équilibre des territoires ;
- le souhait de la Région Normandie de permettre, via le dispositif LEADER,

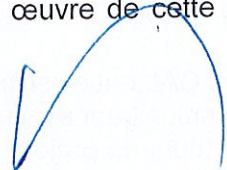
l'investissement de fonds européens au bénéfice de projets concrets sur ces territoires ;

- le courrier de la Région Normandie adressé au Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire (MASA) en date du 4 octobre 2022 afin d'exercer la qualité d'autorité de gestion régionale du Plan Stratégique National de la Politique Agricole Commune 2023-2027 ;
- que LEADER est une mesure intégralement financée par le Fonds Européen Agricole pour le Développement Rural (FEADER) destinée à soutenir en investissement comme en fonctionnement un large panel d'opérations publiques ou privées en faveur du développement économique, social et environnemental des zones rurales ;
- que la Région Normandie en qualité d'autorité de gestion régionale du FEADER, et qu'à ce titre elle sélectionne les GAL et leur stratégie de développement local, leur affecte une enveloppe de crédits FEADER et assure l'instruction des dossiers LEADER ;
- que LEADER est mis en œuvre au plus proche des territoires par des Groupes d'Action Locale (GAL), qui accompagnent les porteurs de projet, sélectionnent les opérations éligibles à financer et assurent le suivi des projets ;
- que les décisions relatives à l'attribution des aides LEADER sont exclusivement approuvées par le comité de programmation des Groupes d'Action Locale (GAL) ;
- la nécessité de créer une fiche dispositif LEADER pour permettre le dépôt des demandes d'aide dans l'espace dématérialisé des aides régionales.

Après en avoir délibéré,

Décide, à l'unanimité des voix,

- d'adopter le règlement du dispositif joint en annexe 1 et son entrée en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2023 ;
- d'autoriser le Président à signer tous les actes utiles à la mise en œuvre de cette décision.


Hervé MORIN



Acte rendu exécutoire le :	22 DEC. 2022
après réception Préfecture le :	21 DEC. 2022
Référence technique :	22 DEC. 2022
et Affichage le :	

Dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cette délibération est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Caen. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télérecours citoyens, accessible par le site www.telerecours.fr

Pour le Président de la Région Normandie et par délégation,
La Directrice des Marchés, Assemblées et Juridique
Certifié exécutoire le

22 DEC. 2022


Valérie GRILLET-CARABAJAL

 <p>RÉGION NORMANDIE</p>  <p>Cofinancé par l'Union européenne</p>	Code du dispositif : OS – H					
	Objectif stratégique : Promouvoir l'emploi, la croissance, l'inclusion sociale et le développement local dans les zones rurales y compris la bioéconomie et la sylviculture durables Intervention - 77.05 LEADER / Fonds FEADER					
	Intervention : 77.05 LEADER / Fonds FEADER					
	Intitulé de l'aide : <h2 style="text-align: center;">Liaisons Entre Actions de Développement de l'Économie Rurale (LEADER)</h2>					
Schémas, documents-cadres, cofinancements :	Type d'aide : Subvention					
	<input type="checkbox"/> CPER <input type="checkbox"/> FEDER	<input type="checkbox"/> CPIER <input type="checkbox"/> FSE +	<input type="checkbox"/> SRADDET <input type="checkbox"/> FEADER	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> FEAMPA	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>

CONTEXTE / INTRODUCTION

Le dispositif européen LEADER (acronyme de "Liaisons Entre Actions de Développement de l'Économie Rurale") est un programme initié par l'Union européenne dédié au soutien du développement rural. L'objectif est de favoriser un développement local équilibré qui réponde au plus près aux enjeux actuels et aux futurs défis territoriaux.

Il s'inscrit dans le cadre de la Politique Agricole Commune (PAC), les crédits affectés à ce programme relèvent du Fonds Européen Agricole pour le Développement Rural (FEADER)

Ce dispositif s'appuie pour chaque territoire retenu sur des groupes d'action locale (GAL) impliquant des acteurs publics et privés d'un même territoire autour d'une stratégie locale de développement.

Les GAL ont ainsi la responsabilité de mettre en œuvre localement le dispositif. Ils doivent notamment communiquer sur les possibilités de financement LEADER sur leur territoire auprès de l'ensemble des porteurs de projet potentiels, sélectionner les projets qui méritent un financement, accompagner les porteurs de projet dans le montage de leur dossier et pendant la réalisation de leur projet.

OBJECTIFS

A travers cette nouvelle génération 2023-2027 du programme LEADER, l'objectif est d'impulser dans les territoires ruraux de nouvelles dynamiques de développement (résultantes des stratégies territoriales) inscrites à la fois dans les grandes orientations régionales et les priorités européennes.

LEADER a vocation à renforcer l'attractivité des zones rurales en prenant notamment particulièrement en compte les nécessités d'atténuation du changement climatique, d'adaptation au changement climatique et d'égalité femme – homme.

INDICATEURS DE SUIVI-ÉVALUATION

REALISATION (minimum : 1)	RESULTAT (minimum : 1)	CONTEXTE (minimum : 1)
Nombre de GAL sélectionné	Population rurale couverte par LEADER	

Les indicateurs pour la performance UE seront ajustés lors de la révision du Plan Stratégique National en 2023.

BÉNÉFICIAIRES DE L'AIDE

Secteur(s) d'activités concerné(s) :

Type de bénéficiaires (ou porteurs de projet) :

- Porteurs publics (collectivités territoriales, EPCI, communes, ...)
- Porteurs privés (associations, entreprises, ...)
- Structures porteuses d'une stratégie LEADER

Bénéficiaires finaux :

- Territoires,
- Population

CARACTÉRISTIQUES DE L'AIDE ET CRITÈRES D'ÉLIGIBILITÉ

Le dispositif est applicable à :

- La mise en œuvre des opérations d'investissement et/ou de fonctionnement sélectionnées dans le cadre de la stratégie locale de développement y compris la coopération,
- La gestion, le suivi et l'évaluation de la stratégie ainsi que son animation.

Les conditions d'éligibilité des opérations sont définies dans les fiches actions arrêtées par les GAL. Elles sont par conséquent propres à chaque territoire.

Le taux maximum d'aide publique est de 100%.

Le taux maximum de FEADER par opération est de 80% des dépenses éligibles.

Des options simplifiées en matière de coûts (OCS) pourront être déployées au-delà du remboursement des coûts éligibles réels sous forme de taux forfaitaires, coûts unitaires et/ou montants forfaitaires selon la nature des dépenses.

MODALITÉS D'INSTRUCTION ET D'ATTRIBUTION

Le GAL, qui accompagne le porteur de projet et sélectionne les projets à financer sur son territoire, dépose la demande du bénéficiaire sur l'espace des aides régionales accessible depuis le site internet de la Région sur <https://aides.normandie.fr>

Procédure d'instruction du dossier :

- Le GAL accompagne et aide le porteur de projet dès qu'il a connaissance de son projet,
- Il sélectionne les opérations éligibles à financer selon la procédure définie en s'assurant qu'elles répondent à la stratégie retenue,
- Il assure la complétude du dossier, la saisie des données du porteur de projet dans l'outil portail des aides et le suivi jusqu'au paiement final,

MODALITÉS DE PAIEMENT

Le paiement de l'aide sera effectué conformément aux modalités arrêtées dans la convention de financement.

PARTENAIRE(S) DE LA RÉGION

Les Groupes d'Action Locale (GAL)

EN SAVOIR PLUS

Cadre réglementaire :

- Assemblée Plénière du 12 décembre 2022,
- Plan Stratégique National de la PAC 2023-2027 approuvé par la CE le 31/08/2022,
- Communication de la Commission Européenne du 19/07/2016 visée à l'article 107, paragraphe 1, du Traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne (TFUE), définissant les critères d'application de la réglementation des aides d'état et les régimes d'aide d'état afférents.

Contacts :

Direction : Aménagement des Territoires
Service : Développement Rural et Fonds Européens
Téléphone (secrétariat) : 02.32.76.42.18
Mail : leader@normandie.fr